

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Presse et Info

Seite-Nr.

1

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

wochentx

Wochentelex 43/85 V e r t r a u l i c h

Voyage CFA en Israel - 11 au 15.10.1985.

CFA a eu des entretiens avec son homologue M. Y. Shamir, avec le Premier ministre S. Peres, le Président de la KNESSET M. S. Hillel et a été reçu en audience par le Président de l'Etat d'Israel M. M.H. Herzog. CFA a rendu visite au quartier général de l'ONUST où il a rencontré le Général E. Erskine, chef d'Etat major et le Secrétaire général adjoint des Nations Unies M. B. Urquhart.

Comme à chacune de ses précédentes étapes, CFA, après avoir brossé un tableau de notre politique étrangère, a abordé la question de L'UNESCO et la candidature Hocké au HCR.

Nous retiendrons des entretiens que CFA a eus en Israel les éléments suivants: tant le Premier ministre Peres que le MAE Shamir ont estimé que l'OLP demeure l'obstacle principal à la paix. A leurs yeux, Arafat et ses principaux collaborateurs ne forment qu'une bande de terroristes qui ne cherchent qu'à menacer Israel. Toutefois, Israel est assez fort pour ne pas se laisser intimider par des actes terroristes venant de l'OLP. D'ailleurs, ajoute Shamir, l'OLP n'a même pas réussi jusqu'ici à déranger la normalité de la vie quotidienne en Israel. Shamir souligne qu'Israel reste toujours

Datum: 21.10.1985

30 53

Visum:

Tel. intern

Dodis



STB. LDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

[Empty dashed box for references and initials]

[Empty dashed box for address]

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.L.

Absender

Seite-Nr.

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

[Empty box for sender]

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

prêt à entrer en négociations sérieuses et véritables de paix avec la Jordanie, mais non pas selon les termes prévus par l'Accord d'Amman, mais par des pourparlers directs avec le Roi Hussein et son gouvernement. Pour les Israéliens, une conférence internationale pour mettre fin au conflit du Proche-Orient ne serait opportune qu'en fin de processus, au moment où tous les détails d'un accord auraient été réglés. Avant ce stade, elle ne peut être qu'un forum de propagande anti-israélienne.

Tandis que Peres n'a pas parlé d'une solution concrète pour l'avenir des territoires occupés en 1967, Shamir a rappelé les articles de l'accord de Camp David qui devaient ouvrir la possibilité aux Palestiniens vivant sur ces territoires de jouir d'une certaine autonomie.

Le raid israélien sur Tunis, l'affaire de l'Achille Lauro et la capture par les Américains des auteurs du détournement du paquebot italien ont marqué, sans aucun doute, un temps d'arrêt dans la dynamique de paix au Proche-Orient.

Letzte Zeile

Datum:

Visum:

Tel. intern

1 150 000 241-105

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

[Empty box for references and initials]

Adresse (für Telex an Dritte)

[Empty box for address]

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

Fl.

Absender

[Empty box for sender]

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
[Empty box]					

40ème anniversaire ONU:

Secrétaire d'Etat Brunner a prononcé 18 octobre un discours devant Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion 40ème anniversaire de l'Organisation. Vous recevrez cette déclaration par le prochain courrier. Dans celle-ci, il a souligné que pour la Suisse le respect des droits de l'homme et l'établissement d'une paix et d'une sécurité durables sont deux concepts de plus en plus indissociables et que cela est valable pour toutes les régions du monde, Europe y comprise. En ce qui concerne la crise de l'endettement, c'est en luttant contre le protectionnisme que l'on aidera les pays endettés à honorer leurs engagements et que, dès lors, on peut à juste titre parler de responsabilité commune à cet égard. Enfin, par tradition et par conviction, la Suisse se prononce en faveur du règlement pacifique des différends. Nous voulons voir le dialogue et la négociation se substituer à l'emploi de la force. Ceux qui refusent le dialogue et la négociation portent une part importante de la responsabilité des tensions actuelles.

A l'occasion de son séjour à New York, le Secrétaire d'Etat a été reçu par le Président de l'Assemblée générale, l'Espagnol De Pinies et par le Secrétaire général Pérez de Cuéllar.

Letzte Zeile

Datum:

Tel. intern

Visum:

Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text. org.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

U N E S C O: Conférence générale.

23ème session Conférence générale a commencé ses travaux à Sofia le 8 octobre. Début fut assez calme et atmosphère relativement sereine. Intervention Muheim, Chef délégation, qui plaida pour renouveau UNESCO, fut ferme tout en contenant propositions constructives. Echo fut généralement très favorable. Proposition de résolution suisse visant à mettre sur pied plan d'action pour élimination analphabétisme d'ici an 2000 est encore en discussion mais va très probablement être adoptée. Autre projet de résolution suisse concernant alphabétisation des femmes et donnant suite aux résultats de la conférence de Nairobi, a été adopté en commission. Dans débat de politique générale, intervention britannique fut particulièrement attendue vu leur avis de retrait pour fin de cette année. Ministre britannique Raison insista sur nécessité changements importants dans orientation politique, programme et gestion. Discours fut exigeant mais laissa question retrait ouverte.

En ce qui concerne examen en commission du programme sur le développement, il fut possible éviter élargissement de l'activité de l'UNESCO à sujets tels que nouvel ordre économique international, transnationales et endettement ainsi que lien entre développement et désarmement.

Questions concernant mission d'observation Etats-Unis, recours à Cour internationale justice de La Haye pour avis sur contribution américaine pour 1985 ainsi que licenciement fonctionnaires américains, sont actuellement débattues. Issue, qui pourrait avoir consé-

Datum:

Visum:

Tel. intern

ALL. EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Four horizontal dashed lines for entering references and initials.

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal dashed lines for entering the address.

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text org.

F.I.

Absender

Empty box for sender information.

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

quences fâcheuses, est encore ouverte. Un groupe restreint de négociation a d'ores et déjà été formé pour traiter des problèmes qui n'auront pas pu être réglés en commission. La Suisse en fera partie.

'Treffen Reagan-Gorbatschow'.

Bitten alle Vertretungen und Dienststellen, in Zukunft nur noch diese - von den Sowjets nun angenommene - Bezeichnung zu verwenden. Grund fuer Erwaehnung Reagans an erster Stelle ist allein laengere Amtsdauer. Tatsache, dass Reagan formell Staatsoberhaupt ist und Gorbatschow nicht (was an sich stimmt) in diesem Zusammenhang nicht relevant und daher nicht zu erwahnen. Haben Sowjets Zusicherung gegeben, dass Gorbatschow und Reagan protokollarisch genau gleich behandelt werden. (Im uebrigen haben auch Franzosen Gorbatschow anlaesslich kuerzlichen Besuchs in Paris - in Anbetracht seiner tatsaechlichen Stellung - als Staatsoberhaupt behandelt).

Muheim.

NNNN

Letzte Zeile

Datum:

Visum:

Tel. intern

Teil IIBesuch Staatssekretär Sommaruga (SO) in Brasilien:

Die Reise des Staatssekretärs für Aussenwirtschaft nach Brasilien diene erstens der Begegnung mit der wirtschaftspolitischen Führung der neuen Republik, mit dem Ziel, sich einen vertieften Einblick in die spezifische Wirtschaftslage Brasiliens und seine Absichten zu verschaffen, zweitens einem Gedankenaustausch über die internationale wirtschaftliche Zusammenarbeit, insbesondere auch über mögliche Lösungsansätze für Verschuldung, Protektionismus und weiteres Vorgehen im GATT. Der Besuch galt drittens auch der Vertiefung der bilateralen Wirtschaftsbeziehungen und stellte viertens eine schweizerische Sympathiebezeugung für die wiedererstandene brasilianische Demokratie dar.

Die erste Etappe in Rio de Janeiro ermöglichte aufschlussreiche Kontakte mit Persönlichkeiten aus Wirtschaft, Politik, Wirtschaftswissenschaft und Medien. In Sao Paulo, industrieller Schwerpunkt Brasiliens, folgten weitere Treffen mit brasilianischen Unternehmerkreisen aus Finanz und Industrie, namentlich auch beim einflussreichen Industriellenverband FIESP sowie ein Besuch beim Industrie- und Handelsminister des Gliedstaates Sao Paulo. In beiden Städten fanden eingehende Besprechungen mit den Spitzen wichtiger Schweizer Unternehmen statt.

In all diesen Gesprächen zeigte sich, dass das grundsätzliche Vertrauen in Brasilien weiterhin besteht, dass aber zurzeit etwas Ungewissheit über den wirtschaftspolitischen Kurs der Regierung Sarney besteht, was die unternehmerischen Dispositionen erschwert. Gegenwärtig scheint die politische und wirtschaftliche Entscheidungsfähigkeit wohl im Hinblick auf die Lokalwahlen von Mitte November, die als erster Test der neuen Republik auch nationale Bedeutung haben, in der Tat noch etwas beeinträchtigt. Auch wenn im November 1986 schon wieder Wahlen anstehen (Kongress, mit konstituierenden Befugnissen), dürfte sich die Wirtschaftspolitik nun aber doch sehr bald klarer abzeichnen.

Im Rahmen der schweizerisch-brasilianischen Handelskammer in Sao Paulo hatte SO vor brasilianischen und schweizerischen Wirtschaftsvertretern und Medienleuten Gelegenheit, in einem Vortrag die schweizerische Philosophie im Zusammenhang mit verschiedenen weltwirtschaftlichen Problemen darzulegen. Anhand eines Rückblicks auf die Anfänge der Industrialisierung in den heutigen Industrieländern unterstrich SO insbesondere die Bedeutung einer zunehmenden Integration der fortgeschrittenen Entwicklungsländer in die Weltwirtschaft, was sich als Stimulans für die inländische Produktion auswirkt.

In der Hauptstadt Brasilia fand im Aussenministerium, das für die Erarbeitung der weltwirtschaftlichen Positionen Brasiliens in erster Linie verantwortlich zeichnet, ausgedehntes Brainstorming mit Spitzen brasilianischer Diplomatie statt, welche auch in Fachministerien mit internationalen Verflechtungen wichtige Rolle spielen. Der Gedankenaustausch ging aus von einem Tour d'horizon weltwirtschaftlicher Probleme und deren Implikationen für die beiden Länder und führte bald zu einer Analyse handelspolitischer Fragen mit Schwerpunkt GATT. Gemäss der brasilianischen Haltung sollten zunächst die Regeln im Bereich Güter gefestigt werden, bevor in einer neuen Runde zusätzliche Bereiche angegangen werden, wie Dienstleistungen (DL).

Die Brasilianer betrachten ihren Dienstleistungssektor noch als wenig konkurrenzfähig und befürchten, dass ein Eintreten auf eine multilaterale Regelung der DL für sie fast zwangsläufig (unter Druck der USA) zu einer Liberalisierung führen wird, mit Konzessionen, die zu gewähren sie nicht bereit sind. Die diesbezügliche Zurückhaltung Brasiliens (Desinteresse) fand im Gespräch mit Aussenminister Setubal ihre Bestätigung, der sich von seinem im Juni in Stockholm vorgeschlagenen 2-Track Approach, getrennte, von einander unabhängige Behandlung der traditionellen und der neuen Bereiche, etwas distanzierte. Dieser Rückzug hat seinen Ursprung offensichtlich in einem brasilianischen Misstrauen gegenüber den Absichten der USA, das durch eine entsprechende öffentliche Erklärung von Clayton Yeutter in Ottawa geweckt wurde. Diesen Befürchtungen steht eine gewisse Sympathie für den schweizerischen Vorschlag eines ersten Schrittes der Regulierung der DL gegenüber und zwar mittels der Einführung der Meistbegünstigungsklausel, welche die Bilateralisierung und Sektoralisierung im Handel mit DL verhindern würde. Die Frage wurde in informellen Gesprächen in kleinerem Kreise weiter verfolgt. Dabei zeigte sich ein gewisses Entgegenkommen in dem Sinne, dass Brasilien trotzdem bereit scheint, in der neuen GATT-Runde seine Rolle zu spielen.

In den weiteren Gesprächen mit dem Finanz- und mit dem Planungsminister, dem Zentralbankpräsidenten und dem Wirtschaftsberater des Staatspräsidenten trat hervor, dass zurzeit ein binnenwirtschaftliches Massnahmenpaket vorbereitet wird, das weitere Ausgabenkürzungen und Steuererhöhungen sowie eine gewisse Reprivatisierung umfassen dürfte. An der Verschuldungsfront stehen weitere Verhandlungen mit dem IWF und den Banken bevor. Mit Genugtuung wird in Brasilia zur Kenntnis genommen, dass nach Treffen in Seoul sozial bedingtes Erfordernis eines gewissen Wirtschaftswachstums kaum mehr bestritten wird. Die Brasilianer, die ihr Schuldenproblem nach wie vor als Liquiditäts-, nicht aber als Solvenzproblem bezeichnen, befürworten weiterhin den Case by Case Approach, bestehen aber ihrerseits auf einer differenzierten, auf die spezifische Situation jedes Landes zugeschnittenen Anpassungstherapie, in etwas längeren Zeiträumen.

In seinem Vortrag in Brasilia unterstrich SO einerseits die gemeinsame Verantwortung von Industrie- und Entwicklungsländern und internationalen Organisationen sowie andererseits den Gedanken der Solidarität in einer interdependenten Welt, um Wege zur Bewältigung der Verschuldungsproblematik zu finden. Er zeigte auf, welche Beiträge die verschiedenen Beteiligten in dieser Hinsicht leisten könnten (u.a. Oeffnung der Märkte in den Industrieländern, mehr Raum für ausländische Investitionen in den Schuldnerländern, verstärkte und längerfristig ausgerichtete Rolle der multilateralen Institutionen usw.).

Hinsichtlich der bilateralen Wirtschaftsbeziehungen vermerkte SO die Ausgeglichenheit der beidseitigen Handelsströme und forterte die brasilianische Exportwirtschaft auf, den offenen Schweizer Markt noch vermehrt zu beackern (z.B. durch Teilnahme an MUBA). Im Bereich der Investitionen anerkannte SO im allgemeinen die Zweckmässigkeit der Gesetzgebung, wies aber auf bürokratische Unzulänglichkeiten und auf unbefriedigende Entschädigung und Schutz der Technologie hin.

Was die dem Aussenminister in Erinnerung gerufene Kandidatur Hocké angeht, stellte dieser fest, dass Brasilien den Schweizer unterstützen wird, falls die ägyptische Kandidatur nicht durchdringt.

Schliesslich bot der Besuch Gelegenheit zur Einweihung der neuen Botschaft mit einem festlichen Diner, dem der Aussenminister beiwohnte.

Dabei wurde auf die langjährigen freundschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Brasilien hingewiesen. Setubal zeigte eine ausgeprägte Zuneigung zu unserem Land, wo er einige Jugendjahre verbrachte.

Gemischter Ausschuss EFTA-Jugoslawien vom 7./8. Oktober 1985 in Dubrovnik:

Der Gemischte Ausschuss EFTA-Jugoslawien tagte am 7./8. Oktober 1985 unter dem Vorsitz von Minister L. Baban. Die schweizerische Delegation stand unter der Leitung von Botschafter Lévy. Nach einer Bestandaufnahme der Wirtschaftslage Jugoslawiens und der Entwicklung des Handels zwischen den EFTA-Ländern und Jugoslawien konzentrierten sich die Arbeiten auf folgende Punkte:

1. Handelsförderung zwischen Jugoslawien und den EFTA-Ländern: Die kürzlich durchgeführten Marketing-Seminare wurden evaluiert. In Zukunft sollten solche Veranstaltungen, deren Nutzen unbestritten war, vermehrt in den EFTA-Ländern durchgeführt werden und sich auf bestimmte Produktgruppen konzentrieren.
2. Industrielle Kooperation: Die Gruppe von Rechtsexperten, die ihre Analyse des neuen jugoslawischen Investitionsgesetzes bald abschliessen wird, soll anschliessend durch interessierte Industrievertreter erweitert werden. An Seminaren sollen die Industriekreise der EFTA-Länder über die neue Gesetzgebung informiert werden.
3. Tourismus: Der Marktanteil Jugoslawiens in den EFTA-Ländern ist in den letzten Jahren zurückgegangen. Der Ausschuss billigte einen Vorschlag der Tourismusexperten, eine Arbeitsgruppe aus Vertretern der Tourismusindustrie einzusetzen, die sich mit praktischen Problemen und möglichen Verbesserungen befassen soll.
4. Verkehr: Die informellen Zusammenkünfte zwischen Delegierten Jugoslawiens und den EFTA-Ländern am Rande von CEMT- oder ECE-Tagungen sollen fortgesetzt werden.

Die nächste Sitzung des Gemischten Ausschusses wird im Herbst 1986 in Norwegen stattfinden.

CNUCED:

Examen global, à mi-parcours, de la mise en oeuvre du Nouveau Programme Substantiel d'Action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80 (NPSA/PMA) du 30/9 au 11/10/85 à Genève.

Adopté et lancé en 1981, le NPSA constitue une stratégie de développement et de coopération soigneusement adaptée aux besoins des pays les plus démunis de ce globe. Il s'adresse autant aux PMA qu'aux autres membres de la communauté internationale, dont notamment aux pays donateurs. Les buts du NPSA correspondent d'ailleurs très largement à ceux que la Suisse poursuit elle-même dans sa coopération au développement.

La catégorie des PMA comprend actuellement les 36 pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée équatoriale, Haiti, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Népal, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, République démocratique populaire Lao, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa Occidental, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Léone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Yémen R.A., Yémen R.D.

A part quelques rares exceptions, la situation socio-économique générale de PMA ne s'est en général guère améliorée depuis 1981; dans bien des cas elle s'est même dégradée (sécheresse, baisse des recettes d'exportation, poursuite de politiques internes inappropriées, etc.). Les objectifs du NPSA concernant l'aide à accorder aux PMA et consistant à soit atteindre 0.15% du PNB soit doubler le volume par rapport à la moyenne des années 1976 - 80 n'ont été réalisées que par une partie des pays donateurs (la Suisse figure parmi ceux qui ont doublé leur aide aux PMA).

Bien que le bilan général demeure modeste, quelques importants progrès ont néanmoins pu être réalisés dans plusieurs pays et domaines, notamment en matière de stratégies alimentaires et d'ajustements structurels, de mobilisation de ressources additionnelles pour l'Afrique subsaharienne et de coordination des aides au niveau local.

Les recommandations qui ont finalement été adoptées ne touchent pas à la substance du NPSA. Au cours des prochaines années une attention encore accrue sera accordée au développement du secteur agricole et notamment à la sécurité alimentaire, aux programmes de réhabilitation et d'ajustements structurels, à la mobilisation des ressources locales, à la participation de la population, au rôle des femmes, à l'environnement, etc. En ce qui concerne les domaines de l'aide, de la dette et du commerce, les recommandations de la Réunion ne font en réalité que réaffirmer les objectifs du NPSA.

Il a en outre été convenu de procéder à un nouvel examen global, final, en 1990.

La délégation suisse était conduite par M. J.-F. Giovannini, Vice-Directeur à la DDA.

Muheim.

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

Interne VerteilerlisteBetrifft:

Wochentelex 43/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

- 2 -

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 21. Oktober 1985

Informations- und Pressedienst

Sa 22. Okt. 85 12

1.A.22.14.7.3. - BIC/sm

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentelex 43/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Dublin	New York / UNO
Abu Dhabi	Guatemala	Oslo
Addis Abeba	Hanoi	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok	Kigali	Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

97 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate

102 total

=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Informations- und Pressedienst

Bern, den **21. Oktober 1985**
 VERTRAULICH

i.A.22.14.7.3. - **BIC/sm**

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 43/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| - Ankara | | - Peking |
| - Bagdad | - Lissabon | - Prag |
| - Bangkok | - London | - Pretoria |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Rabat |
| - Brüssel | - Madrid | - Riad |
| (Botschaft + Mission) | - Mexiko | - Rom |
| - Budapest | - Moskau | - Santiago |
| - Buenos Aires | - Nairobi | - Stockholm |
| - Canberra | - New Delhi | - Strasbourg Repor |
| - Caracas | - New York/Swissobser | - Teheran |
| - Dar es Salaam | - Ottawa | - Tel Aviv |
| - Den Haag | - Oslo | - Tokio |
| - Dublin | - Paris (auch OECD) | - Warschau |
| - Helsinki | | - Washington |
| - Jakarta | | - Wien |
| - Kairo | | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.